

BAILLIAGE SECONDAIRE :
DREUX

8 députés

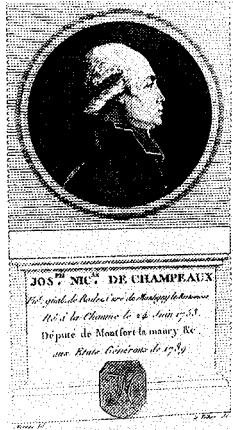
CLERGÉ

LANDRIN Louis-Marie

(né en 1736)

*Bachelier en théologie de l'université de Paris, curé de Garancières***I**l prêta le serment civique et vota avec la majorité.**CHAMPEAUX, Joseph-Nicolas de**

(1753 - 1815)

*Curé de Montigny-le-Bretonneux***I**l se réunit au Tiers et appuya ses revendications. Il fut membre du comité des rapports, chargé d'instruire les dénonciations. Rallié à Napoléon, il fut nommé chevalier de l'Empire en 1811.

NOBLESSE

MONTMORENCY-LAVAL Mathieu-Jean-Félicité, comte de

(1767- 1826)

*Gouverneur des ville et chateau de Compiègne, capitaine des gardes du comte d'Artois, conseiller du roi, bailli de robe courte au bailliage royal de Montfort-l'Amaury***I**l fut l'un des premiers nobles à se réunir aux Communes, vota avec la majorité, défendit la déclaration des Droits et demanda l'abolition des droits féodaux et de la noblesse, ce qui lui valut les attaques de Rivarol et du parti de la cour. Il émigra cependant après le 10 août 1792 en Suisse. Rentré en France en 1795, il fut arrêté, puis remis en liberté. Lié avec Mme de Staël, puis avec Mme Récamier, il oublia la politique jusqu'à la Restauration. Louis XVIII le nomma maréchal de camp en 1814 et pair de France en 1815. Il siégea alors parmi les royalistes *ultra* et fut ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Villèle de décembre 1821 à décembre 1822.**MAULETTE, François PETEAU, chevalier de**

(1742 - 1809)

*Ancien officier aux mousquetaires du roi***L**un des premiers de son ordre à se réunir aux députés du Tiers, il vota presque toujours avec eux et quitta la vie publique après la Constituante.

BAILLIAGE DE MONTFORT- L'AMAURY

BAILLIAGE SECONDAIRE :
DREUX

TIERS ETAT

11

8 députés

AUVRY Jacques-Mathurin

(1747 - 1805)

Avocat au parlement

Partisan déclaré des idées nouvelles,
il devint juge à Versailles en l'an IV.

LAIGNIER Nicolas-Joseph-Baptiste

(1745 - 1808)

Avocat au parlement

Son rôle parlementaire n'a pas laissé
de trace au *Moniteur*.

LASLIER Pierre-François

(1743 - 1794)

Négociant en bois à Rambouillet

Membre obscur de la majorité sous
la Constituante, il devint suspect
sous la Terreur, fut traduit devant le
tribunal révolutionnaire de Paris,
condamné à mort et exécuté le 30 juin
1794.

HAUDUCOEUR Nicolas

(né en 1729)

*Ancien cultivateur à Saint-Germain-de-la-Grange, conseiller en l'élection de
Monfort-l'Amaury*

Il vota avec la majorité sans paraître à
la tribune.



BAILLIAGE SECONDAIRE :
MORET

4 députés

CLERGÉ

THOMAS Jean

(né en 1723)

Curé de Mormant-en-Brie

Il refusa de prêter le serment ecclésiastique. Suspect sous la Terreur, il fut condamné à la déportation en Guyane en septembre 1793.

NOBLESSE

FRÉTEAU de SAINT-JUST Emmanuel-Marie-Michel-Philippe

(1745 - 1794)

Conseiller au parlement de Paris

Emprisonné plusieurs mois à Doullens en 1788 pour avoir soutenu les résistances parlementaires contre les édits, il fit cause commune, une fois élu, avec le tiers état et prit une part des plus actives aux travaux de l'Assemblée, s'efforçant de concilier l'esprit de réforme avec l'institution monarchique. Après la journée du 10

août 1792, il démissionna de ses fonctions de président du tribunal du 1er arrondissement et se retira sur ses terres. Il comparut deux ans plus tard devant le tribunal révolutionnaire pour s'être avisé de vouloir réfuter les doctrines du club révolutionnaire de Melun. Condamné à mort, il fut exécuté le 15 mai 1794.

TIERS ÉTAT

DESPATYS de COURTEILLES Pierre-Etienne

(1753 - 1841)

Conseiller du roi au bailliage d'Auxerre

Siégeant dans la majorité, il fit adopter deux décrets relatifs à l'organisation des paroisses de Paris et à l'élection des curés et évêques. Retiré de la vie publique sous la période révolutionnaire, il fut nommé juge à

Melun sous le Directoire, commissaire du gouvernement sous le Consulat et baron de l'Empire en 1811. Rallié aux Bourbons, il fut député de Seine-et-Marne de 1816 à 1820 et de 1827 à 1831.



BAILLIAGE DE MELUN

BAILLIAGE SECONDAIRE :
MORET

12

4 députés

TIERS ÉTAT

TELLIER Constant-Adrien

(1755- 1795)

Avocat au Mans

Il prêta le serment du Jeu de Paume et fit partie du comité de judicature de l'Assemblée. Elu de Seine-et-Marne à la Convention, il vota la mort du roi.

Envoyé à Chartres pour y étouffer une révolte royaliste, il échoua dans sa tâche; craignant d'être accusé de faiblesse, il se donna la mort.

BAILLIAGE SECONDAIRE :
HAM

8 députés

CLERGÉ

FOURNIER Charles

Curé d'Heilly, professeur émérite de théologie au collège d'Amiens

Refusant les idées nouvelles, il démissionna le 24 octobre 1790. Incarcéré en février 1793, il s'évada le 12 mai de la même année.

MACHAULT, Louis-Charles de

(1737 - 1820)

Evêque d'Amiens

Avait organisé dans son diocèse un bureau de charité et une assurance mutuelle. Attaché aux prérogatives de l'épiscopat, il protesta contre les réformes. Combattit la liberté de la

presse dans le débat sur la déclaration des Droits. Emigra après la Constituante. Rentré en France après avoir adhéré au Concordat, il fut fait chanoine de Saint-Denis en 1818.

NOBLESSE

HAVRÉ, Joseph-Anne-Auguste-Maximilien de CROY, duc d'

(1744 - 1839)

Prince du Saint-Empire, grand d'Espagne, maréchal de camp

Hostile à toute réforme, émigra dès la mi-1791 et représenta Louis XVIII en Espagne, sans gloire d'ailleurs: ne s'éprit-il pas de la femme de

l'ambassadeur républicain ? Pair de France et lieutenant-général sous la Restauration, il se retira en Belgique en 1830.

NOAILLES, Philippe-Louis-Marie-Antoine de, prince de POIX

(1752 - 1819)

Gouverneur et capitaine des chasses de Versailles, maréchal de camp

Partisan très modéré des réformes, commandant de la garde nationale de Versailles, il démissionna en mai 1790. Il assista le roi en octobre 1789 et

en août 1792. Emigré en Angleterre, il rentra sous le Consulat et fut promu pair de France en 1814.



BAILLIAGE D'AMIENS

BAILLIAGE SECONDAIRE :
HAM

13

8 députés

TIERS ÉTAT

DOUCHET Pierre

(né en 1745)

Cultivateur au Hamel, près Corbie

Siégea obscurément dans la majorité.

LANGLIER Charles

(mort en 1794)

Cultivateur à Feuquières

Il fut nommé juré au tribunal révolutionnaire le 13 Mars 1793.

LEROUX Charles-Florimond

(1716 - 1793)

Négociant, ancien maire d'Amiens

Doyen d'âge des Communes, il exerça ses prérogatives réglementaires avec tact et dignité pendant le mois de mai 1789. Il se retira à Amiens après la Constituante.

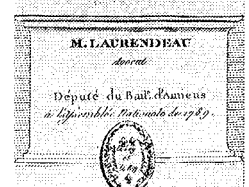
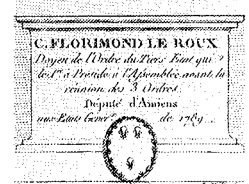
LAURENDEAU Jean-Charles

(1749 - 1827)

Avocat

Il ne parla que sur la subdivision de son département et sur les offices des mesureurs. Conseiller à la cour

d'Amiens sous l'Empire, il fut élu représentant à la Chambre des Cent-Jours.



13

BAILLIAGE D'AMIENS

BAILLIAGE SECONDAIRE :
HAM

8 députés

SUPPLÉANT AYANT SIÉGÉ

CLERGÉ

LEFEBVRE Jean

Curé de Loeuilly

Admis à siéger le 26 octobre 1790
en remplacement de Fournier,
démissionnaire.

GOUVERNEMENT DE PÉRONNE

BAILLIAGES SECONDAIRES :
MONTDIDIER, ROYE

14

8 députés

CLERGÉ

LAPLACE, Calixte de

(né en 1729)

Curé de Languuevoisin

Il refusa de prêter le serment civique et regagna sa cure. Le 7 janvier 1791, Charles de Lameth l'accusa de fomenter

des troubles en Picardie. Il fut défendu par l'abbé Maury, mais on ne sait ce qu'il advint de lui.



MAURY Jean-Siffrein

(1746 - 1817)

Abbé commendataire de La Frenade, prieur de Libons, membre de l'Académie française

Ce fils de cordonnier était devenu le prédicateur à la mode. Comblé d'honneurs et de bénéfices, académicien depuis 1785, il partagea avec Cazalès la direction de la minorité de droite dont il se révéla l'orateur le plus vigoureux. Son zèle monarchiste le poussa à intervenir dans la plupart des débats. Il s'illustra surtout dans la discussion de la constitution civile du clergé. Son audace lui valut la censure,

mais fut au total sa meilleure sûreté et ses réparties lui acquirent même une certaine popularité. Emigré en 1792, il fut nommé évêque de Montefiascone, puis cardinal par Pie VI. Mais par la suite, il fit allégeance à Napoléon, rentra en France en 1806 et devint administrateur du diocèse de Paris en 1810. En 1814, il s'enfuit à Rome où il mourut du scorbut.



NOBLESSE

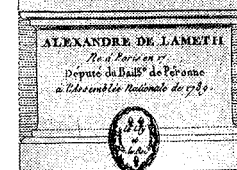
LAMETH Alexandre-Théodore-Victor, chevalier de

(1760 - 1829)

Ancien aide de camp de Rochambeau, colonel au 2ème Royal-Lorraine

Défenseur de la déclaration des Droits. Comme son frère, il vota d'abord avec la gauche de l'Assemblée, participa activement à la nuit du 4 août, fut à l'origine du club des Jacobins et forma avec Barnave et Duport le "triumvirat". Cependant, élu président de l'Assemblée le 20 novembre 1790, il se rapprocha du parti de la cour et chercha à protéger le roi en poussant à la guerre. Nommé maréchal de camp en mai 1792, il se rendit à l'armée du

Nord, puis, alors qu'il venait d'être décrété d'accusation, passa à l'ennemi en août avec La Fayette dont il partagea la captivité en Autriche. Libéré en 1797, il rentra en France sous le Consulat, devint préfet, officier de la Légion d'honneur et baron d'Empire. Sous la Restauration, élu député de la Seine-Inférieure en 1820, de la Seine-et-Oise en 1827, il siégea dans les rangs de l'opposition libérale. Il a laissé une *Histoire de l'Assemblée Constituante*.



BAILLIAGES SECONDAIRES :
MONTDIDIER, ROYE

8 députés

NOBLESSE

MAILLY-NESLE Louis-Marie-Joseph-Augustin, duc de

(1744 - 1792)

Maréchal de camp

Il protesta contre les décisions de la majorité de l'Assemblée et démissionna le 10 octobre 1789.

TIERS ÉTAT

PINCEPRÉ de BUIRE Marie-Louis-Nicolas

(1730 - 1816)

Ancien soldat, seigneur de Buire

Il opina avec la majorité, appartient au comité des subsistances et quitta la vie politique après la Constituante.

BUSSY, Charles-François de

Cultivateur à Rouvrel

Il démissionna dès le 23 août 1789. Il devint plus tard juge de paix, puis conseiller général de la Somme.

PRÉVOT Marc-Florent

(1735 - 1813)

Avocat

Membre du comité d'administration des domaines nationaux, il se spécialisa dans les questions fiscales.

Conseiller général de la Somme, il siégea au Conseil des Cinq-Cents du 26 germinal an VI jusqu'en l'an VIII.



GOUVERNEMENT DE PÉRONNE

BAILLIAGES SECONDAIRES :
MONTDIDIER, ROYE

14

8 députés

TIERS ÉTAT

BOUTEVILLE-DUMETZ Louis-Guislain, seigneur du Metz

(1746 - 1821)

Avocat en renom à Péronne

Très actif, il rapporta notamment en juin 1790 les dernières mesures réglementaires. Quoique modéré, il vota la suspension du roi après Varennes. Devenu président du tribunal civil à Péronne, arrêté un moment sous la Terreur, il fut chargé de diverses

missions sous le Directoire. Membre du Conseil des Anciens, puis du Tribunat, il reprit sa carrière de magistrat en 1807, devenant président de chambre à la Cour impériale d'Amiens en 1811. Elu représentant à la Chambre des Cent-Jours.



SUPLÉANTS AYANT SIÉGÉ

NOBLESSE

FOLLEVILLE Anne-Charles-Gabriel, marquis de

(1749 - 1835)

Lieutenant-colonel de cavalerie

Admis à siéger le 26 décembre 1789 en remplacement du duc de Mailly-Nesle, démissionnaire, il se prononça

avec force contre la plupart des actes de la majorité, notamment en matière fiscale et judiciaire.



TIERS ÉTAT

LIENART Antoine-Marie-Rodolphe

(1748 - 1834)

Avocat au bailliage de Montdidier

Admis à siéger le 11 décembre 1789 en remplacement du duc de Bussy, démissionnaire, il vota obscurément avec la majorité.



MAREUX Antoine

(né en 1741)

Cultivateur à Tricot, près de Montdidier

Démissionnaire le 12 décembre 1789 pour raisons de santé.

4 députés

CLERGÉ

DUPUIS Antoine

(1750 - 1819)

Curé d'Ailly-le-Haut-Clocher

Il suivit obscurément la majorité de son ordre.

NOBLESSE

CRÉCY Ferdinand-Denis, comte de

(1744 - 1810)

Lieutenant-colonel du 1er régiment de cheval-légers

Se réunit à l'Assemblée nationale le 26 juin 1789, mais ne joua aucun rôle politique. Elu au Conseil des Anciens en vendémiaire an IV, il sera compris sur la liste des déportés du 18 fructidor an V, mais en sera rayé grâce à Tallien.

TIERS ÉTAT

DUVAL de GRANDPRÉ Charles-François

(né en 1740)

Avocat, procureur-syndic de la ville d'Abbeville

Se fit peu remarquer.

DELATTRE François-Pascal

(1749 - 1834)

Négociant à Abbeville

Se consacra aux questions maritimes et coloniales. En mai 1791, il rapporta le projet tendant à donner aux assemblées coloniales l'initiative exclusive des lois sur l'état des

personnes. Membre du Conseil des Cinq-Cents, puis du Corps Législatif, il sera fait préfet de Vaucluse et chevalier d'Empire. Se retire en 1815, mais Louis XVIII le fait baron en 1816.



CLERGÉ

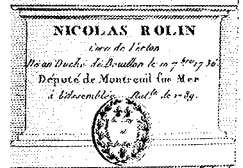
ROLLIN Nicolas

(né en 1736)

Jésuite, curé-doyen de Verton

Elu malgré les compétitions du haut clergé, vota pour la vérification des pouvoirs en commun mais ne se réunit pas au Tiers avant la séance générale.

Refusa la constitution civile du clergé, la suspension de l'autorité royale et l'acte constitutionnel d'août 1791. Mourut en émigration.



NOBLESSE

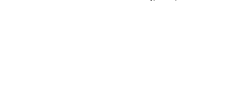
COURTEVILLE, Jacquelin-Antoine-François de, comte d'HODICQ

(1726 - 1802)

Maréchal de camp

Maçon, il s'était opposé à l'élection des grands seigneurs non résidents. Rédacteur d'un cahier de la noblesse singulièrement libéral, il siège parmi les modérés du côté droit. C'est

lui qui préside le 7^o bureau lors de la nuit du 4 août. Se met en congé en décembre 1790, alléguant des raisons de santé.



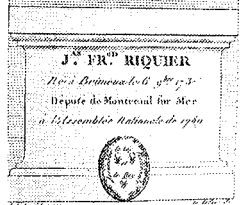
TIERS ÉTAT

RIQUIER Jacques-François

(1737 - 1824)

Propriétaire-cultivateur à Brimeux

Prêta le serment du Jeu de Paume. Occupa sous la Révolution et l'Empire des fonctions municipales, qu'il fut obligé d'abandonner en 1815.



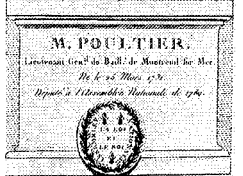
POULTIER Jean-Baptiste-Jacques

(1731- 1803)

Conseiller du roi, lieutenant général au bailliage depuis 1760

Il prêta le serment du Jeu de Paume. Maire de Montreuil en octobre 1792, il fut ensuite assesseur du juge de paix,

membre du conseil général de la commune, puis, en pluviôse an X, juge du tribunal civil.



BAILLIAGE DE CALAIS (VILLE ET PAYS RECONQUIS)

BAILLIAGE SECONDAIRE :
ARDRES

4 députés

CLERGÉ



BUCAILLE François-Maxime-Alexandre

(né en 1749)
Curé de Fréthun

Il prêta le serment civique. Rallié à Bonaparte, il entra au Corps Législatif où il siégea jusqu'en 1804.



NOBLESSE



DÉSANDROUINS François-Joseph-Théodore, vicomte

(1740 - 1821)
Chevalier de Malte, chambellan du roi de Hongrie au château d'Hardinghem, maréchal de camp

Se réunit avec une partie de la noblesse à l'Assemblée. En décembre 1790, il était membre de la Société des Jacobins.



TIERS ÉTAT



FRANCOVILLE Charles-Bruno

(né en 1757)
Avocat à Saint-Omer

Dans l'affaire du passeport de la reine, il prit la défense du comte de Montmorin. Juge au tribunal civil, puis (1809 - 1815) député au Corps Législatif, il se signala par son zèle pour

l'Empire. Cependant, de 1816 à 1822, il siégera à la Chambre parmi la majorité royaliste, s'efforçant d'améliorer la perception des impôts.

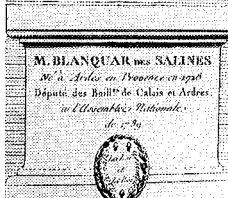


BLANQUART des SALINES, Nicolas, sieur d'Essaline, dit

(né en 1728)
Avocat, ancien procureur du roi en la maîtrise des eaux et forêts de Calais

Il ne parut qu'une fois à la tribune, pour réprover l'usage d'objets importés. En 1794, accusé par

Lebon de correspondre avec l'ennemi, il fut acquitté par le tribunal révolutionnaire d'Arras.



SÉNÉCHAUSSÉE DE BOULONOIS À BOULOGNE

18

4 députés

CLERGÉ

MONTGAZIN, Jean-Baptiste-Olivier-Placide de MERIC de

(1726 - 1793)

Vicaire général du diocèse de Boulogne

Lun des derniers à accepter la fusion des trois ordres, il refusa la constitution civile du clergé et protesta contre les décrets suspendant l'autorité royale. Il émigra et alla mourir près de son évêque, dans la province de Liège.

NOBLESSE

VILLEQUIER, Louis-Alexandre-Céleste d'AUMONT, duc de

(1736- 1814)

Lieutenant général et gouverneur du Boulonois

Avait fait la guerre de l'Indépendance américaine. Très hostile aux idées nouvelles, il démissionna le 15 décembre 1789. Dénoncé comme ayant facilité la fuite du roi, il émigra et devint aux Pays-Bas l'un des agents les plus actifs des princes. Aurait poussé le comte de Provence à engager des tractations avec le général Bonaparte. Rentré avec les alliés, il fut nommé pair de France peu avant sa mort.

TIERS ÉTAT

LATTEUX Nicolas

(1718 - 1808)

Doyen des avocats et ancien mayor de Boulogne

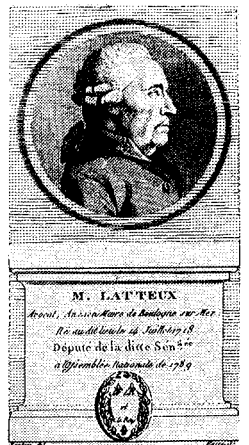
Milita pour une rédaction commune des cahiers de doléances. A la Constituante, il vota avec la majorité. Elu président du tribunal du district de Boulogne le 12 octobre 1790, il fut destitué pour modérantisme en germinal an II.

GROS Bernard

(1736 - 1802)

Avocat, procureur fiscal et administrateur de la province

Après la législature où il joua un rôle effacé, devint juge du district de Boulogne, mais dut se retirer à la campagne en août 1792 pour échapper à la proscription. Il y resta presque jusqu'à sa mort.



4 députés

SUPLÉANT AYANT SIÉGÉ

NOBLESSE

**DUBLAISEL de RIEUX Louis-Marie-Gilles**

(né en 1721)

Colonel, ancien président de l'administration des affaires communes du Boulonois

Il fut admis à siéger le 22 décembre 1789, en remplacement du duc de Villequier, démissionnaire.

CLERGÉ

MAROLLES Claude-Eustache

(1753 - 1794)

Curé de Saint-Jean-Baptiste de Saint-Quentin

L'un des premiers à se réunir au Tiers, le 15 juin 1789. Sollicita l'augmentation du traitement des curés de campagne, prêta le serment civique et devint évêque constitutionnel de

l'Aisne. Mais, en novembre 1792, il renvoya ses lettres de prêtrise à la Convention et se consacra aux malades. Il y contracta un mal dont il mourut.



NOBLESSE

PARDIEU Guy-Félix, comte de

(1758 - 1799)

Ancien officier

Il se réunit au Tiers parmi les premiers de son ordre, le 27 juin 1789. Accompagna le roi à Paris le 16 juillet 1789, présida le comité des

rapports, organisa la garde nationale de Saint-Quentin. Administrateur du département de l'Aisne en septembre 1791, il se retira sous la Terreur.



TIERS ÉTAT

FOUQUIER d'HEROUËL Pierre-Eloi

(né en 1744)

Fourrier des logis du roi, puis "cultivateur à Hérouël"

Appartenait à la famille de Fouquier-Tinville. Il ne se fit point remarquer.

DUPLAQUET Charles-Vincent

(1730 - 1811)

Chaplain conventuel de l'ordre de Malte et abbé de l'église de Saint-Quentin

Adopta les idées nouvelles : le 11 août 1789, il renonça à son prieuré, "s'en remettant à la générosité de la nation". Il se retira à Saint-Quentin après la Constituante.



4 députés

CLERGÉ**DELETTRE Claude**

(1740 - 1820)

Curé de Berny-Rivière

Démissionna pour raison de santé le 22 octobre 1789.

NOBLESSE**EGMONT-PIGNATELLI Casimir, comte d'**

(1727 - 1802)

Lieutenant général des armées du roi

En 1790, il protesta contre l'abolition de la noblesse. Il émigra en 1792 et mourut à Brunswick.

TIERS ÉTAT**FERTÉ Jean-Pierre**

(né en 1736)

Laboureur à Acy

Vota régulièrement avec la majorité de l'Assemblée.

BROCHETON Charles-Fabio

(1736- 1814)

Avocat à Soissons

Il se prononça pour l'inamovibilité des juges. Nommé conseiller à la cour impériale en 1810.

SUPPLÉANT AYANT SIÉGÉ

CLERGÉ

DELABAT Louis

(1737 - 1813)

Curé de la paroisse de Saint-Léger à Soissons

Admis à siéger le 3 novembre 1789
en remplacement de Claude
Delettre. Après le Concordat, devint
chanoine à Soissons.